

La taille du gouvernement et la démocratie en Afrique: quelle est la pertinence des arrangements institutionnels et de la tradition démocratique?

Isaac K. Kanyama*

Ridi-Michel Biyevanga†

Ishara G. Musimwa‡

Résumé. Nous évaluons l'effet de la taille du gouvernement sur la démocratie, en utilisant des données sur 37 pays africains de 2003 à 2018 et en tenant compte explicitement de l'endogénéité des dépenses de consommation du gouvernement. Les résultats de l'analyse indiquent que l'effet de la taille du gouvernement sur la démocratie dépend de l'influence coloniale ainsi que des différences entre les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne (ASS). En ce qui concerne les pays d'Afrique subsaharienne, la taille du gouvernement augmente l'indice de démocratie de 0,1658 points dans les pays d'héritage colonial belge ; de 0,040 dans les pays d'héritage colonial français ; de 0,0026 dans les pays d'héritage portugais. Cependant, la taille du gouvernement diminue l'indice de démocratie de 0,0162 dans les pays d'Afrique subsaharienne d'héritage colonial britannique, ce qui implique que la démocratie est mieux promue dans ces pays. Par ailleurs, l'effet ASS sur la démocratie dépend de la taille du gouvernement. Plus important encore, une expansion des dépenses de consommation du gouvernement diminue le niveau de démocratie, tandis que sa contraction augmente l'indice de démocratie.

Mots-clés : Démocratie, taille du gouvernement, développement, croissance économique.

Classification JEL : C23, E02, H10

Abstract. We assess the effect of government size on democracy, using data on 37 African countries from 2003 to 2018 and explicitly accounting for endogeneity of government consumption expenditures. We find that the effect of government size on democracy depends on the colonial influence as well as on differences between North and Sub-Saharan African countries. With respect to countries in Sub-Saharan Africa, government size increases the democracy index by 0.1658 points in countries of Belgian colonial heritage; by 0.040 in countries on French colonial heritage; by 0.0026 in countries of Portuguese heritage. However, government size decreases the democracy index by 0.0162 in SSA countries of British colonial heritage, implying that democracy is better promoted in these countries. We also find that the SSA effect on democracy depends on government size. More importantly, an expansion in government consumption expenditures decreases the level of democracy, while its contraction increases the democracy index.

Keywords: Democracy, Government Size, Development, Economic Growth.

JEL classification : C23, E02, H10

* Professeur associé, Université de Kinshasa et Université de Johannesburg. Email : isaackkanyama@gmail.com.

† Master (en cours) en économie et développement, Université Catholique du Congo, Kinshasa, RDC. Courriel : michelbiyevanga@yahoo.fr.

‡ Master (en cours) en Méthodes Mathématiques en Économie à l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, courrier : Gentil-Musimwa.Ishara@etu.univ-paris1.fr.

1. Introduction

Plus d'un demi-siècle après le colonialisme, les régimes démocratiques sont encore minoritaires sur le continent africain. La plupart des Etats, sans être nécessairement autoritaires ou répressifs, ne favorisent ni les principes de l'Etat de droit, ni l'émergence d'une classe politique moyenne. Dans ces conditions, il convient de s'interroger sur la capacité des dispositifs institutionnels à réaliser des décisions politiques permettant à la population d'acquérir le pouvoir de décider par le biais d'une compétition démocratique afin de déclencher le développement économique. En ce qui concerne les pays africains, une autre question concerne la mesure dans laquelle les pratiques gouvernementales en matière de gestion des dépenses de consommation ont façonné l'exercice du pouvoir politique.

Les récentes manifestations dans la lignée du Printemps arabe, notamment en Afrique du Nord, ont montré les limites des régimes politiques sur le continent, indiquant que la mise en place d'une véritable démocratie est la meilleure voie pour réduire les inégalités sociales et favoriser le développement durable. En effet, la démocratie peut être considérée comme la meilleure voie vers le développement dans le sens où un système démocratique permet la contribution de chacun et le déploiement des capacités créatives (De Saint Moulin et al., 2003).

Les systèmes démocratiques permettent une répartition claire des responsabilités entre les dirigeants en termes de politiques macroéconomiques et de redistribution sociale qui sont la base de la réélection et de l'évaluation par la population, des capacités des dirigeants à œuvrer pour l'intérêt général. On peut soutenir que la croissance économique et la prospérité ainsi que l'accumulation de richesses par des activités productives seraient utopiques sans gouvernement, et que la réélection démocratique des dirigeants est subordonnée à la croissance économique (Alesina et Rosenthal, 1995 ; Vedder et Gallaway, 1998).

En outre, il est important de noter que les dépenses publiques inefficaces financées par les impôts ont un impact négatif sur la croissance économique (Barro, 1996), et qu'une plus grande démocratie est favorable à l'augmentation de la croissance du revenu par habitant, même si le degré de participation politique est modéré (Plümper et Martin, 2003). Il s'ensuit que la taille du gouvernement est indissociable de la relation entre la démocratie et la croissance économique, puisque la taille du gouvernement peut être le résultat d'arrangements institutionnels, qu'ils soient autocratiques ou démocratiques.

Les évidences empiriques existant sur la relation entre la démocratie et la taille du gouvernement montrent des liens mitigés entre les deux variables. Par exemple, une étude de Funk et Gathmann (2011) sur vingt-cinq cantons suisses entre 1890 et 2000 montre que la démocratie directe par référendum budgétaire obligatoire réduit les dépenses de ces entités administratives de 12 %. Cependant, la démocratie directe au niveau cantonal n'entraîne pas une augmentation des dépenses locales ni une décentralisation. Par ailleurs,

Aidt et Jensen (2013) montrent que sur le vote secret n'a pas d'impact les recettes fiscales par habitant mais pourrait avoir induit une augmentation de la taille du gouvernement par rapport au PIB en Europe occidentale entre 1820 et 1913.

Cependant, la démocratie ne se limite pas exclusivement aux expériences de vote et à la garantie des droits des citoyens. D'autres aspects, comme la décentralisation, ont également été pris en compte dans l'étude de la relation entre la démocratie et la taille du gouvernement. Par exemple, Qiao et al. (2019) ont trouvé que la décentralisation est négativement associée à la taille du gouvernement dans soixante-seize pays développés et en développement, en utilisant les données de 2007 à 2013. En outre, un niveau plus élevé de démocratie tend à atténuer l'impact négatif de la décentralisation.

Alors que le focus des articles susmentionnés est l'impact de la démocratie sur la taille du gouvernement, l'étude de Kotera et al. (2012) porte sur l'effet de la taille du gouvernement sur la corruption dans quatre-vingt-quatre pays de 1995 à 2008, en tenant compte de la démocratie. Les auteurs trouvent qu'une augmentation des dépenses gouvernementales peut réduire la corruption si le niveau de démocratie est très faible. Leurs résultats sont robustes à l'utilisation de différentes approximations de la taille du gouvernement.

Il convient de mentionner que, à l'exception de Kotera et al. (2012), les études empiriques ci-dessus indiqués ont examiné l'effet de la démocratie sur la taille du gouvernement, en se concentrant soit sur les conséquences de l'extension du droit de vote et de la réforme électorale, soit sur l'effet de la démocratie directe, soit sur l'effet de la décentralisation fiscale. Kotera et al. (2012), en revanche, examinent l'effet de la taille du gouvernement sur la corruption en tenant compte de l'effet de la démocratie. Cependant, cet article n'analyse pas l'effet de la taille du gouvernement sur la démocratie.

Nous postulons, dans le présent article, que les arrangements institutionnels des pays Africains sont façonnés par l'histoire coloniale. Par arrangement institutionnel, nous entendons la manière dont les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif fonctionnent et sont organisés. Bien que nous n'affirmions pas que les institutions africaines sont des répliques de celles des anciens pays colonisateurs, nous soutenons qu'elles sont fortement et significativement influencées par l'histoire coloniale. Les arrangements institutionnels peuvent consister en des systèmes électoraux, des procédures budgétaires et une bureaucratie, ainsi que des soutiens du Congrès au parti au pouvoir. Nous postulons également que les pratiques démocratiques dans les pays africains sont influencées par ce qui se passe au niveau international, et pas exclusivement par le niveau de démocratie dans l'ancien pays colonisateur.

De plus, ces pratiques s'accumulent au fil du temps, depuis l'indépendance, en raison de l'obligation d'accorder aux citoyens des droits et une participation politique, des libertés civiles et l'égalité des chances. Par conséquent, l'héritage colonial peut avoir des effets persistants sur les institutions, plus particulièrement sur la taille du gouvernement, qui influencent le niveau de démocratie.

Notre article a pour objectif d'analyser la relation entre la taille du gouvernement et la démocratie en Afrique et à établir les différences entre les pays d'Afrique du Nord et ceux d'Afrique sub-saharienne (ASS). Une question d'intérêt particulier est de savoir s'il existe des différences significatives dans l'impact de la taille du gouvernement sur la démocratie, entre des pays ayant un héritage colonial différent. Bien que notre étude soit similaire à celle de Kotera et al. (2012) en termes de variables d'intérêt dans l'analyse, à savoir la démocratie et la taille du gouvernement, nous nous écartons méthodologiquement de leur analyse en tenant compte de l'endogénéité entre les deux variables. En outre, notre analyse diffère de celle de Funk et Gathmann (2011), Aidt et Jensen (2013), et Qiao et al. (2019) dans la mesure où l'accent est mis sur l'impact de la taille du gouvernement sur la démocratie plutôt que l'inverse.

À notre connaissance, il n'existe aucun article consacré à l'analyse systématique de l'impact direct de la taille du gouvernement sur la démocratie, en particulier en Afrique, ni à l'effet indirect de la taille du gouvernement qui opère par des canaux tels que l'histoire coloniale des pays africains. Notre article comble cette lacune en analysant l'impact direct de la taille du gouvernement sur la démocratie ainsi que son effet indirect à travers des canaux appropriés, en utilisant un panel de 37 pays africains pour la période allant de 2003 à 2018.

Nos résultats montrent que la taille du gouvernement a un impact négatif significatif sur la démocratie. Cependant, cet effet dépend de l'héritage colonial et des différences entre les pays d'Afrique sub-saharienne et d'Afrique du Nord. En utilisant l'indice de démocratie de Freedom House comme variable dépendante, nos résultats montrent que la taille du gouvernement augmente l'indice de démocratie de 0,1658 dans les pays d'Afrique subsaharienne d'héritage belge, de 0,040 dans les pays d'Afrique subsaharienne d'héritage colonial français et de 0,0026 dans les pays d'Afrique subsaharienne d'héritage colonial portugais. Pour les pays d'Afrique subsaharienne d'héritage britannique, la taille du gouvernement diminue l'indice de 0,0162. En ce qui concerne les pays d'Afrique du Nord, notre analyse suggère que la taille du gouvernement diminue l'indice de démocratie de 0,0988 et 0,0426 points dans les pays d'héritage colonial britannique et français respectivement.

Sur la base de l'indice Polity IV, l'effet net de la taille du gouvernement sur la démocratie est négatif, ce qui corrobore le résultat basé sur l'indice Freedom House. L'effet net estimé est de -0,0587 pour les pays d'ASS et de 0,0523 pour les pays d'Afrique du Nord. En fait, nous utilisons l'indice Polity IV pour vérifier la robustesse de nos résultats basés sur l'indice Freedom House.

Il s'ensuit que la taille du gouvernement favorise la démocratie dans les pays où son effet est négatif alors qu'elle la freine dans les pays où son effet est positif lorsque l'indice Freedom House est utilisé. Cependant, lorsque l'indice Polity IV est utilisé, la démocratie est favorisée par l'impact net de la taille du gouvernement lorsqu'il est positif, et elle est freinée lorsqu'il est négatif.

Nous constatons également que l'effet de l'ASS sur la démocratie dépend de la taille du gouvernement. Plus précisément, une augmentation des dépenses de consommation du gouvernement dans ces pays diminue le niveau de démocratie, tandis que sa contraction la décourage.

Le reste du document est organisé en quatre sections. La section 2 explique les données et la méthodologie utilisée dans l'analyse. Les résultats de l'estimation sont présentés dans la section 3, suivie d'une discussion des résultats dans la section 4. La section 5 conclut le document.

2. Données et méthodologie

2.1 Données et variables

Il convient de noter d'emblée que le premier défi auquel est confrontée une analyse quantitative des modèles de démocratie est d'adopter des mesures fiables et informatives. En fait, cette question a fait l'objet de nombreuses controverses en sciences politiques, principalement parce qu'il existe un désaccord sur ce qui constitue réellement une démocratie (Acemoglu et Robinson, 2006). La littérature économique récente offre plusieurs possibilités méthodologiques pour évaluer et mesurer empiriquement la démocratie dans le monde.

Parmi les mesures proposées par différentes institutions (Freedom House, Polity IV, l'indice de démocratie ACLP, l'indice de démocratie de Economic Intelligence Unit et l'indice de démocratie Vanhanen), deux indices sont souvent utilisés dans les études empiriques, à savoir l'indice produit par Freedom House et celui produit par le Center for Systemic Peace (CSP).

L'indice de démocratie de Freedom House, qui est une moyenne de deux indices, à savoir les droits politiques et les libertés civiles, a été largement utilisé dans la littérature (voir par exemple Acemoglu, Johnson, Robinson, et Yared 2005 ; Acemoglu, Naidu, Restrepo, et Robinson 2014 ; Acemoglu, Naidu, et Robinson 2015 ; Acemoglu, Simon, Robinson, et Yared 2008 ; Barro 1996, 1997, 1999 ; Gandjo et Stéphanie 2017 ; Goujon 2008 ; Kotera, Keisuke, et Sovannroeun 2012 ; Qiao, Ding, et Liu 2019 ; Sandalcilar 2013). L'indice va de 1 à 7, les valeurs les plus faibles correspondant à la démocratie et les plus élevées à l'absence de démocratie. Plus précisément, les pays dont l'indice moyen est compris entre 1,0 et 2,5 sont considérés comme libres ou démocratiques ; ceux dont la valeur moyenne est comprise entre 3,0 et 5,0 sont partiellement démocratiques ; tandis que les pays dont la moyenne est comprise entre 5,5 et 7,0 sont considérés comme non libres et donc autocratiques (Freedom House, 2019).

L'indice Polity IV va de -10 à 10 et capte la concurrence en matière de participation politique et d'égalité des chances. Les pays dont l'indice est compris entre -10 et 6 sont autocratiques ; les pays dont l'indice est compris entre -5 et 5 sont en anocratie (anocratie

fermée lorsqu'elle est comprise entre -5 et 0, et anocratie ouverte lorsqu'elle est comprise entre 1 et 5), et les pays dont l'indice est compris entre 6 et 10 sont démocratiques (démocratie lorsqu'elle est comprise entre 6 et 9, et démocratie pure lorsque l'indice est de 10). Comme cela apparaît très clairement, l'indice Polity IV attribue des valeurs plus élevées aux pays démocratiques et des valeurs plus faibles aux pays autocratiques, tandis que l'indice Freedom House classe les pays dans l'ordre inverse. Ceci est très important pour l'interprétation des résultats de la régression.

Nous utilisons l'indice Freedom House comme variable dépendante. Pour les contrôles de robustesse, nous utilisons l'indice de démocratie de la base de données Polity IV du CSP (2019). La variable indépendante d'intérêt est la taille du gouvernement, mesurée par les dépenses de consommation finale du gouvernement en pourcentage du PIB. Cette mesure est la plus pratique (voir Arusha 2009 ; Chen et Lee 2005 ; Facchini et Melki 2013 ; Guartney et al., 1998 ; Qiao, et al., 2019 ; Shanaka 2012 ; Yamamura, 2011) et sert d'indicateur de l'influence du gouvernement sur l'économie (Stiglitz et al., 2018).

Cependant, des mesures alternatives de la taille du gouvernement ont également été utilisées, à savoir la part de la population dans le secteur public par rapport à la population totale (Kotera et al., 2012 ; Vedder et Gallaway 1998), les recettes et dépenses locales cantonales (Funk et Gathmann, 2011), et le nombre de ministres dans le gouvernement (Tsasa et Lokota, 2012). Comme variables de contrôle, nous utilisons la croissance économique, le contrôle de la corruption, le nombre d'années d'indépendance, ainsi qu'un certain nombre de variables muettes. Parmi les variables muettes, nous avons utilisé la variable muette ASS et les variables muettes pour l'influence de l'héritage colonial sur la taille du gouvernement. Enfin, l'investissement direct étranger (IDE), l'indice de développement humain (IDH), le PIB par habitant ainsi que les variables d'héritage et d'influence coloniale sont utilisés comme instruments dans l'estimation pour la taille du gouvernement. Le tableau 1 présente les sources des différentes variables utilisées dans l'analyse ainsi que leurs dénominations respectives. Les variables utilisées dans l'analyse ont été préalablement testées pour leur stationnarité, en utilisant le test de stationnarité de Levin et al. (2002) pour les données de panel.

Tableau 1. Les variables du modèle

Variable	Définition	Source
$FHDemo_t$: Indice de démocratie	Freedom House (2019)
$P4Demo_t$: Indice de démocratie	CSP (2019)
$Govsize_t$: Dépenses de consommation nationale des administrations publiques en pourcentage du PIB	World Bank (2019)
$Lgdpc_t$: Logarithme du produit intérieur brut par habitant	World Bank (2019)
$Lpop_t$: Logarithme de la population active	World Bank (2019)
$Ccorr_t$: Contrôle de corruption	World Bank (2019)
HDI_t	: Indice du développement humain	UNDP (2019)
$Indepyear$: Nombre d'années écoulées depuis l'indépendance	Calculé par les auteurs
ASS	: ASS dummy (=1 si pays ASS et 0 autrement)	Défini par les auteurs
$ASSGSize$: Terme d'interaction entre le dummy SSA et Govsize (= Govsize si pays ASS et 0 sinon)	Défini par les auteurs
$BelgianGSize$: Variable muette (=Govsize si pays d'héritage colonial belge et 0 sinon)	Défini par les auteurs
$EnglishGSize$: Variable muette (=Govsize si pays d'héritage colonial britannique et 0 sinon)	Défini par les auteurs
$FrenchGSize$: Variable muette (=Govsize si pays d'héritage colonial français et 0 sinon)	Défini par les auteurs
$LusoGSize$: Variable muette (=Govsize si pays d'héritage colonial lusophone et 0 sinon)	Défini par les auteurs
$UnDemoT$: Tradition antidémocratique dans le pays	Défini par les auteurs

2.2. Spécification du modèle et méthodologie d'estimation

Le modèle spécifié est :

$$Demo_{it} = \alpha + \beta GovSize_{it} + Z_{it}\gamma + D\lambda + \mu_i + \mu_{it} \quad (1)$$

où les indices i et t indiquent respectivement les pays ($i = 1, 2, \dots, 37$) et les périodes de temps ($t = 2003, \dots, 2018$) ; Demo est soit l'indice de Freedom House, soit l'indice Polity IV ; Z est un vecteur de variables indépendantes continues (PIB par habitant, contrôle de la corruption et années d'indépendance) ; D est un vecteur de variables fictives comme indiqué dans le tableau 1 ; α est la constante du modèle ; β est le paramètre de la taille du gouvernement ; γ est un vecteur de paramètres attachés aux variables de Z ; et λ est le

vecteur de paramètres des variables fictives de D . En outre, μ_i est l'effet spécifique non observable du pays et μ_{it} est le terme d'erreur idiosyncratique.

Comme il peut y avoir une causalité bidirectionnelle entre la taille du gouvernement et la démocratie, une approche d'estimation appropriée doit être utilisée pour tenir compte de l'endogénéité potentielle. Le besoin d'une telle technique d'estimation est bien motivé puisque plus un pays est démocratique, meilleure est la qualité des dépenses publiques (Plümper et Martin, 2003). Ainsi, nous tenons compte de l'endogénéité de la taille du gouvernement en mettant en œuvre une estimation à variables instrumentales. A cette fin, nous utilisons l'estimateur à information complète dérivé par Balestra et Varadharajan-Kishnamakumar (1987) pour une régression pour les données de panel avec variables instrumentales à effet aléatoire.

Le modèle principal utilise l'indice Freedom House comme variable dépendante et le modèle pour les vérifications de robustesse utilise l'indice Polity IV. Dans les deux spécifications, les variables indépendantes suivantes sont utilisées : la taille du gouvernement, le contrôle de la corruption, la variable muette ASS, le terme d'interaction entre la variable muette ASS et la taille du gouvernement, les années d'indépendance et une mesure de l'absence de tradition démocratique.

La différence entre les deux spécifications du modèle (1) est que la première tient compte de l'influence de l'héritage colonial sur la taille du gouvernement, alors que la seconde ne le fait pas.

Nous avons effectué le test de Hausman pour choisir entre les spécifications à effets fixes et celles à effets aléatoires du modèle (1). En effet, le test utilisant l'indice Freedom House était en faveur de la spécification à effets aléatoires (statistique de test de 7,38 avec une valeur p de 0,5978) tandis que le test utilisant l'indice Polity IV était en faveur de la spécification à effets fixes (statistique de test de 21,71 avec une valeur p de 0,001) pour la version de chaque spécification qui inclut toutes les variables pertinentes. Par conséquent, nous avons estimé un modèle à effets aléatoires avec des variables instrumentales pour le modèle avec l'indice de Freedom House comme variable dépendante. Cependant, nous n'avons pas retenu la spécification à effets aléatoires pour le modèle avec l'indice Polity IV pour une raison évidente. Celle-ci est liée à l'objectif que nous poursuivons dans notre analyse, à savoir montrer les différences de performance entre les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne par le biais de la variable muette ASS. Puisque la spécification des effets fixes élimine toute variable invariante dans le temps, cela ne répond pas à notre objectif. Ainsi, nous avons retenu les résultats de la régression de la spécification à effets aléatoires, bien qu'ils soient incohérents sous l'hypothèse alternative du test de Hausman. Par ailleurs, le modèle principal étant celui avec l'indice de Freedom House comme variable dépendante, celui avec l'indice Polity IV est utilisé afin de vérifier la robustesse de l'effet de la taille du gouvernement sur la démocratie.

À notre connaissance, il n'existe pas d'étude analysant l'effet de la taille du gouvernement et/ou d'autres variables macroéconomiques sur la démocratie, spécialement pour les pays africains. Cependant, la littérature révèle l'utilisation de l'indice de démocratie de Freedom House et Polity IV comme variable dépendante dans les analyses en coupes instantanées des pays, en utilisant la méthodologie des données de panel (Acemoglu, 2008 ; Hogstrom, 2013).

3. Résultats de l'estimation

3.1 Résultats avec l'indice de Freedom House

Le tableau 2 présente les résultats de la régression en utilisant l'indice de démocratie de Freedom House comme variable dépendante. La régression (1) ne considère que la relation entre la démocratie et la taille du gouvernement, tandis que les régressions (2) - (5) considèrent différentes variables de contrôle. Dans la régression (2), nous contrôlons la corruption, la variable muette ASS et un terme d'interaction entre la taille du gouvernement et la variable muette ASS, afin de saisir le changement de la pente de la taille du gouvernement pour les pays ASS. La régression (3) augmente la régression (2) en tenant compte de l'expérience des pays en matière de gestion politique et économique, saisie par les années écoulées depuis l'indépendance. Elle capte également l'établissement d'une tradition démocratique à long terme dans les pays africains. Dans la régression (4), nous tenons compte de l'impact des conditions économiques sur la démocratie, en incluant la croissance économique dans le modèle. Enfin, nous tenons compte de l'influence de l'héritage colonial sur la démocratie en incluant les variables muettes appropriées dans la régression (5). Les variables muettes utilisées dans la régression (5) permettent de saisir l'influence de l'héritage colonial sur la taille du gouvernement, à savoir l'influence belge, française et portugaise, tandis que l'influence britannique sert de référence. Ces variables sont introduites dans l'analyse pour tenir compte des différences dans la propension à la taille du gouvernement en fonction de l'héritage colonial des pays. Nous utilisons la taille du pays, mesurée par sa population, et son niveau de développement humain comme instruments dans la mise en œuvre de l'estimation par variable instrumentale, afin de tenir compte de l'endogénéité de la taille du gouvernement dans le modèle. Toutes les variables sont statistiquement significatives dans toutes les régressions, à l'exception du coefficient de l'influence portugaise sur la taille du gouvernement. Il est important de noter que le signe et la significativité de la taille du gouvernement, qui est la variable indépendante d'intérêt, sont cohérents dans toutes les régressions. Cela vaut également pour les variables de contrôle.

Le tableau 2 montre que 37 pays ont été inclus dans la régression et que les variables indépendantes expliquent environ 51% des variations de l'indice de démocratie. Toutefois, on peut constater que la taille du gouvernement n'explique à elle seule que moins de 10 % des variations de la démocratie, comme le montre la colonne (1). Comme on peut le voir dans les colonnes (2) (5), le pouvoir explicatif du modèle augmente à mesure que des variables de contrôle sont ajoutées à la spécification. La statistique de Sargan-Hansen ainsi que la probabilité associée dans le tableau 2 indiquent également

que tous les instruments utilisés dans la régression instrumentale sont valides, et donc orthogonaux au terme d'erreur. Cette statistique a la valeur de 6,391, avec une probabilité de 0,2446, dans la régression (5), que nous utilisons pour notre analyse.

Les résultats de l'estimation montrent qu'une augmentation des dépenses de consommation finale du gouvernement en pourcentage du PIB, qui mesure la taille du gouvernement, restreint les droits politiques et les libertés civiles dans les pays africains. L'impact marginal de la taille du gouvernement est fortement significatif, ce qui suggère qu'une augmentation d'une unité des dépenses gouvernementales réduit l'indice de démocratie de 0,0988 d'une manière très significative et forte. Il convient de noter qu'il s'agit de l'effet direct de la taille du gouvernement sur la démocratie. L'impact net de cette variable sur la démocratie tient compte de son effet indirect par le biais des variables indicatrices de l'influence régionale et coloniale, comme nous le verrons plus loin.

Tableau 2. Résultats de la régression avec l'indice Freedom House

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Taille du gouvernement	-0.0386** (0.001)	-0.0487*** (0.000)	-0.0412*** (0.000)	-0.0409*** (0.000)	-0.0988*** (0.000)
Contrôle de la corruption		-0.934*** (0.005)	-0.783*** (0.002)	-0.806*** (0.004)	-0.799*** (0.005)
Pays d'Afrique subsaharienne		-2.172*** (0.000)	-1.475*** (0.009)	-1.454** (0.013)	-1.562*** (0.004)
Taille du gouvernement × ASS		0.0680*** (0.003)	0.0682*** (0.000)	0.0674*** (0.002)	0.0826*** (0.003)
Les années d'indépendance			0.0335*** (0.002)	0.0331*** (0.005)	0.0310*** (0.005)
Tradition non démocratique			-0.0154*** (0.003)	-0.0157*** (0.003)	-0.0155*** (0.003)
Taux de croissance				-0.706* (0.059)	-0.762** (0.046)
L'influence belge					0.0832*** (0.005)
L'influence française					0.0562** (0.0232)
L'influence portugaise					0.0188 (0.486)
Constante	4.797*** (0.000)	5.472*** (0.000)	3.619*** (0.000)	3.630*** (0.000)	3.957*** (0.000)
Nombre d'observations	590	590	590	553	553

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nombre de pays	37	37	37	37	37
J-Stat de Sargan	11.454	8.084	13.891	13.891	6.391
Prob(>J-stat)	0.1773	0.4253	0.0884	0.0847	0.2446

valeurs-p robustes entre parenthèses *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,10

Source : Compilation des auteurs à partir des résultats de STATA.

La valeur estimée du coefficient attaché au contrôle de la corruption montre que cette variable a un impact négatif sur l'indice de démocratie, et cet effet est cohérent dans toutes les régressions du tableau 2. La signification et la valeur de ce coefficient suggèrent que le contrôle de la corruption favorise la démocratie dans les pays africains, car il fait baisser l'indice de démocratie. Il est important de noter qu'un système de contrôle de la corruption efficient et efficace est favorable à la démocratie, et c'est exactement ce que montrent les résultats. Ainsi, plus le système de contrôle de la corruption est efficace, plus la démocratie sera promue en termes de droits politiques et de libertés civiles.

Il est intéressant de considérer les différences dans le niveau de démocratie, en ce qui concerne les droits politiques et les libertés civiles. Nous soulignons la différence entre les pays d'Afrique subsaharienne et ceux d'Afrique du Nord, en considérant le coefficient de la variable muette ASS. Les résultats du tableau 2 montrent qu'il y a moins de démocratie dans les pays d'Afrique du Nord que dans les pays d'Afrique sub-saharienne. Plus précisément, l'indice de démocratie est en moyenne inférieur de 1,562 points dans les pays d'Afrique subsaharienne par rapport à son niveau moyen dans les pays d'Afrique du Nord. Il est important de noter que des valeurs plus faibles de l'indice de démocratie indiquent que les droits politiques et les libertés civiles sont plus promus dans un pays.

Avant de discuter de l'implication des termes d'interaction, examinons l'effet de l'expérience institutionnelle sur la démocratie en Afrique. L'expérience institutionnelle est représentée par le nombre d'années écoulées depuis l'indépendance des pays africains, et l'on s'attend à ce que les pays africains aient suffisamment appris de l'histoire et des expériences de la gestion économique et politique, depuis leurs indépendances, pour promouvoir la démocratie. Une telle amélioration des droits politiques et des libertés civiles se traduirait par un coefficient négatif significatif du nombre d'années depuis l'indépendance dans les régressions. Cependant, le coefficient estimé de cette variable est positif, ce qui suggère que la démocratie ne s'est pas considérablement améliorée au fil du temps depuis l'indépendance des pays africains. En effet, nos résultats montrent qu'une année supplémentaire depuis l'indépendance augmente l'indice de démocratie d'environ 0,031 point, toutes choses égales par ailleurs. Ainsi, la démocratie se détériore, certes légèrement mais de manière significative, à mesure que les pays africains s'éloignent dans le temps de leur date d'indépendance. C'est l'effet direct de l'expérience de l'indépendance politique des pays africains.

Toutefois, cet effet négatif sur la démocratie peut être atténué si la tradition démocratique est prise en compte. Pour tenir compte de ce fait, nous avons inclus une mesure de la tradition démocratique qui indique dans quelle mesure un pays s'éloigne de son année d'indépendance en gravissant l'échelle de classification de la démocratie et en établissant des principes démocratiques. Il s'agit d'une variable muette qui combine la classification d'un pays comme démocratique ou autocratique à partir d'une année donnée depuis l'indépendance, et le nombre d'années depuis l'indépendance. Le coefficient estimé pour cette variable est de -0,0155. Ainsi, l'effet net de l'indépendance politique sur la démocratie est inférieur de 0,0155 point dans les pays qui n'ont pas encore établi une véritable tradition démocratique. Ce résultat signifie que les pays africains sans réelle tradition démocratique depuis l'indépendance ont doublé leurs efforts pour mettre en œuvre la démocratie, bien que ces efforts ne soient pas suffisants pour promouvoir les droits politiques et les libertés civiles.

Si l'on examine les coefficients des termes d'interaction du tableau 2, on constate tout d'abord que le coefficient de la taille du gouvernement dans les pays d'ASS est positif et fortement significatif dans la régression (5) du tableau 2. La valeur estimée est de 0,0826 point supérieure à celle des pays d'Afrique du Nord. Ce résultat indique que la taille du gouvernement modifie davantage les droits politiques et les libertés civiles dans les pays d'Afrique subsaharienne que dans les pays d'Afrique du Nord.

Deuxièmement, les coefficients attachés à l'influence de l'héritage colonial sur la taille du gouvernement sont positifs et statistiquement significatifs pour les pays ayant une expérience coloniale belge et française. Les coefficients estimés pour ces variables sont respectivement de 0,0832 et 0,0562, ce qui indique que l'effet de la taille du gouvernement sur la démocratie est affecté négativement par l'influence coloniale dans ces pays, par rapport aux pays ayant un héritage colonial britannique. L'effet de l'influence coloniale sur la taille du gouvernement n'est pas significatif pour les pays ayant un héritage colonial portugais.

Cela étant dit, nous pouvons maintenant déduire l'effet total de la taille du gouvernement sur la démocratie en Afrique en faisant ressortir l'impact différentiel pour les pays ayant un héritage colonial différent. Cet effet est calculé à partir de la dérivée partielle de l'équation de la colonne (5) par rapport à la taille du gouvernement, à savoir

$$\frac{\partial Demo}{\partial GovSize} = -0.0988 + 0.0826SSA + 0.0832Belgian + 0.0562French \quad (2)$$

L'équation (2) permet de déterminer l'effet de la taille du gouvernement sur la démocratie pour les pays correspondant à différentes combinaisons de critères, en substituant les valeurs des différentes variables indicatrices dans l'équation (2). Par exemple, les pays d'Afrique subsaharienne ayant un passé colonial belge (République démocratique du Congo, Rwanda et Burundi), ont un effet net de la taille du gouvernement sur la démocratie de $0,0988 + 0,0826 + 0,0832 = 0,1658$. Il s'ensuit qu'une variation unitaire de la taille du gouvernement dans les pays d'ASS ayant une expérience coloniale belge

augmente l'indice de démocratie de 0,1658 point par rapport aux pays ayant une histoire coloniale britannique dans la même région. En utilisant la même équation, l'effet net de la taille du gouvernement sur les pays d'ASS ayant un héritage colonial français (Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Tchad, République du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Sénégal, Togo) et portugais (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau) est respectivement de 0,04 et 0,0162. Pour les pays d'Afrique du Nord ayant un héritage colonial français (Algérie, Maroc et Tunisie), une unité supplémentaire de la taille du gouvernement induit une diminution de 0,0426 point de l'indice de démocratie, ce qui suggère que la taille du gouvernement favorise mieux les droits politiques et les libertés civiles dans ces pays que dans les pays ayant le même héritage colonial en ASS. Enfin, les résultats du tableau 2 montrent que l'impact d'une augmentation des dépenses publiques diminue l'indice de démocratie de 0,0988 point pour les pays d'Afrique du Nord ayant l'expérience coloniale britannique, ce qui suggère une amélioration de la démocratie, par rapport à leur homologue d'Afrique subsaharienne.

Pour contrôler l'impact de l'environnement macroéconomique sur la démocratie, nous avons inclus la croissance économique parmi les variables indépendantes dans les régressions (4) et (5). Le coefficient estimé de cette variable est négatif et significatif au niveau de signification de 10 pour cent dans la régression (4) et au niveau de 5 pour cent dans la régression (5), après que l'influence de l'héritage colonial sur la taille du gouvernement ait été capturée. Le signe et la signification de ce coefficient impliquent que la croissance économique est favorable à la démocratie dans les pays africains. Par conséquent, une plus grande croissance économique est nécessaire pour stimuler la promotion des droits politiques et des libertés civiles dans les pays africains.

Par ailleurs, les résultats du tableau 2 indiquent que le contrôle de la corruption améliore la démocratie dans les pays africains. En effet, la valeur estimée du coefficient attaché à cette variable est de -0,799, ce qui signifie qu'un effort marginal dans le contrôle de la corruption diminuerait l'indice de démocratie de 0,799 point. Ce résultat met en évidence l'importance cruciale de la lutte contre la corruption pour améliorer la gouvernance et les procédures gouvernementales en Afrique.

3.2 Résultats avec l'indice Polity IV

Le tableau 3 montre les résultats de la régression en utilisant l'indice Polity IV comme variable dépendante. Dans la colonne (1), le lien entre la démocratie et la taille du gouvernement est considéré sans tenir compte des variables de contrôle, tandis que les régressions dans les colonnes (2) à (4) tiennent compte des variables de contrôle. Il est important de noter que, contrairement au modèle estimé dans la section 3.1, les variables qui rendent compte de l'influence coloniale sur la taille du gouvernement ne sont pas incluses, car elles n'étaient pas statistiquement significatives dans les différentes régressions. La deuxième régression tient compte du contrôle de la corruption, de la variable muette ASS et d'un terme d'interaction entre la taille du gouvernement et la variable muette ASS.

La régression (3) contrôle l'expérience des pays africains depuis l'indépendance en termes d'apprentissage démocratique à long terme, en introduisant le nombre d'années depuis l'indépendance et un terme d'interaction entre les années d'indépendance et une variable muette qui prend la valeur 1 si le pays n'a pas réussi à établir la démocratie depuis l'indépendance et 0 sinon. Enfin, la régression (4) ajoute la croissance économique pour tenir compte de l'impact des performances économiques des pays Africains sur la démocratie.

Les coefficients de toutes les régressions sont statistiquement significatifs. Dans la dernière régression, tous les coefficients sont significatifs au seuil de 1 %, à l'exception du coefficient de croissance économique de la colonne (4), que nous utilisons pour notre analyse. La signification des coefficients ainsi que leurs signes sont cohérents dans toutes les spécifications du modèle.

Le coefficient de la taille du gouvernement est positif et significatif, ce qui suggère que la taille du gouvernement a un effet positif direct sur la démocratie, telle que mesurée par l'indice Polity IV. Il s'ensuit qu'une unité supplémentaire de consommation gouvernementale a un effet marginal direct de 0,0523 points d'augmentation sur l'indice de démocratie. Cependant, l'effet net de cette variable est obtenu en tenant compte de son impact indirect sur la démocratie.

Pour ce faire, on évalue la dérivée partielle de l'équation estimée dans la colonne (4) du tableau 3 par rapport à la taille du gouvernement. Cet effet indirect s'opère par le biais de la variable muette ASS, qui tient compte des différences de taille du gouvernement entre les pays d'ASS et les pays d'Afrique du Nord. Il s'ensuit que l'effet net de la taille du gouvernement pour les pays d'Afrique subsaharienne est de -0,0587, ce qui signifie que la taille du gouvernement a un effet négatif sur la démocratie en Afrique subsaharienne, par rapport à l'Afrique du Nord.

Cependant, l'effet pur de l'ASS est fortement et significativement positif. En fait, le coefficient estimé de la variable auxiliaire ASS est de 4,149, ce qui représente le nombre de points par lesquels un pays d'ASS améliore la démocratie par rapport à un pays d'Afrique du Nord. Il convient de noter que l'effet de l'ASS fonctionne également à travers la taille du gouvernement¹. Par conséquent, l'effet net de l'ASS sur la démocratie peut être stimulé ou annulé par la gestion de la taille du gouvernement. En particulier, une augmentation de 37,38% de la consommation finale du gouvernement au-dessus de la moyenne annulerait complètement l'effort des pays de l'ASS pour instaurer la démocratie. Ces résultats appellent deux remarques importantes.

¹ L'effet partiel du modèle estimé en ce qui concerne la variable muette SSA est 4.149 – 0,0111 *Govsize*

Tableau 3. Résultats de la régression avec l'indice Polity IV

	(1)	(2)	(3)	(4)
Taille du gouvernement	0.139*** (0.000)	0.149*** (0.000)	0.0521*** (0.000)	0.0523*** (0.000)
Contrôle de la corruption		1.339** (0.033)	0.728* (0.068)	0.897** (0.010)
Pays d'Afrique subsaharienne		5.774*** (0.005)	4.436*** (0.000)	4.149*** (0.000)
Taille du gouvernement × ASS		-0.0482 (0.525)	-0.114*** (0.002)	-0.111** (0.00129)
Les années d'indépendance			-0.0359* (0.053)	-0.0509** (0.014)
Tradition non démocratique			0.127*** (0.000)	-0.127*** (0.000)
Taux de croissance				-1.247 (0.166)
Constante	0.389 (0.616)	-3.515** (0.023)	-2.098 (0.115)	-1.015 (0.492)
Nombre d'observations	590	590	590	553
Nombre de pays	37	37	37	37
J-Stat de Sargan	12.646	11.884	5.263	3.835
Prob(>J-stat)	0.1246	0.1564	0.7291	0.7986

P-val robustes entre parenthèses *** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,10

Source : Compilation des auteurs à partir des résultats de STATA.

Premièrement, une augmentation de la taille du gouvernement entraîne une réduction de l'effet net de l'ASS sur la démocratie, tandis qu'une contraction des dépenses de consommation du gouvernement augmente son effet net. Cela signifie que les gouvernements d'Afrique subsaharienne doivent réduire leur consommation inutile, leur taille et suivre les procédures démocratiques lorsqu'ils effectuent des dépenses. Deuxièmement, les pays d'Afrique subsaharienne ont encore une grande marge de manœuvre pour mettre en œuvre des réformes démocratiques.

Le tableau 3 montre également que le coefficient attaché aux années d'indépendance est négatif et significatif. Ce résultat suggère que dans les pays où la tradition démocratique est en train de s'établir ou a déjà été établie, l'expérience de la gestion politique depuis l'indépendance n'est pas correctement capitalisée pour promouvoir davantage la démocratie. Il convient de noter que ce résultat est cohérent avec celui mis en évidence

dans la section précédente, en utilisant l'indice de démocratie de Freedom House pour tous les pays d'Afrique.

Toutefois, on peut affirmer que les pays sans tradition démocratique bien établie réussissent mieux à tirer parti des leçons de la démocratie depuis qu'ils ont acquis leur indépendance politique. L'effet net de ces pays sur l'indice de démocratie est de 0,127 point supérieur à celui des pays ayant une tradition démocratique déjà établie. Cet effet net est égal à 0,0601 et témoigne d'un certain niveau de réussite dans la mise en œuvre des réformes démocratiques au fil du temps dans ces pays. Il est inutile de préciser que le gain de ces réformes est toujours très faible et inférieur de quarante pour cent à une augmentation d'un point sur l'échelle de la démocratie.

Enfin, les résultats montrent que les conditions économiques n'affectent pas de manière significative la démocratie, telle que mesurée par l'indice Polity IV. Toutefois, on s'attend à ce qu'un PIB par habitant plus élevé favorise la démocratie dans les pays africains si les gains de croissance sont distribués pour réduire la pauvreté et les inégalités. Ceci est de la plus haute importance puisque la croissance économique se traduit par des revenus supplémentaires et des opportunités économiques plus élargies. Le constat suggère que les conditions économiques dans les pays africains ne garantissent pas l'égalité des chances, et qu'elles sont donc une source d'inégalités accrues.

4. Discussion des résultats

Cette section discute des résultats empiriques de ce papier en ce qui concerne l'analyse de la section précédente. Il en ressort que l'effet de la taille du gouvernement sur la démocratie dépend de l'influence coloniale des pays africains ainsi que des différences entre les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. Si l'on tient compte des influences coloniales, l'augmentation de la taille du gouvernement nuit à la démocratie dans les pays de tous les héritages coloniaux, mais de manière différentielle. En outre, la taille du gouvernement dans les pays d'Afrique du Nord ayant un héritage colonial français favorise la démocratie, contrairement à ce qui se passe dans leurs homologues subsahariens. En général, la taille du gouvernement dans les pays d'Afrique subsaharienne affecte négativement la démocratie par rapport à la situation dans les pays d'Afrique du Nord. Ainsi, les pays d'Afrique du Nord sont plus enclins aux changements démocratiques que les pays d'Afrique subsaharienne. Nos résultats sont robustes lorsque l'indice Freedom House et l'indice Polity IV sont utilisés alternativement.

Loin de considérer ces différences comme de réelles occurrences démocratiques, nous y voyons des différences dans les appels à plus de démocratie et des différences dans les exigences des citoyens en matière de systèmes démocratiques et de libertés universelles à travers l'Afrique et ses régions. Les différences d'exigences en matière de démocratisation pourraient bien expliquer pourquoi le printemps arabe de 2011, une révolution visant à obtenir des droits politiques et des libertés civiles en Afrique du Nord, ne s'est pas propagé aux pays d'ASS sous une forme remarquable. Nous soutenons que l'effet négatif de la taille du gouvernement peut être soit le résultat de machines gouvernementales

surchargées qui gagnent de plus en plus de pouvoir de manière à accaparer les ressources par des moyens non démocratiques, soit le résultat d'élites privilégiées étroites qui exercent et monopolisent le pouvoir politique et dont le seul but est de remplir leur propre nid aux dépens du reste de leurs concitoyens africains (Acemoglu et Robinson, 2012).

Dans ces circonstances, le gouvernement ne parvient pas à fournir des services publics et à garantir l'égalité des chances à tous ses citoyens. Cependant, les services publics doivent être créés dans le but de satisfaire l'intérêt général (Liet-Veaux, 1961 ; Pomey, 1972), et toute action du gouvernement est sans valeur lorsqu'elle poursuit un but autre que celui du service public ; et donc il ne peut être conçu d'autre but que l'intérêt général du peuple (Duguit, 1911). Plus les gouvernements sont gangrenés par la corruption, plus l'offre et l'accès aux services publics sont réduits (Lavallée et al., 2010). Par ailleurs, bien qu'il soit courant que les individus soient confrontés à des pratiques corrompues lorsqu'ils entrent en contact avec l'administration publique, nos résultats montrent que la lutte contre la corruption est un moyen efficace de promouvoir les pratiques démocratiques dans les pays africains, ce qui suggère qu'un contrôle accru de la corruption rendra les dirigeants des pays africains moins autocratiques. Toutefois, cette description s'appliquerait à des pays tels que le Botswana, la Côte d'Ivoire, Maurice, la Namibie et l'Afrique du Sud figurant dans notre échantillon, mais pas à la totalité des pays africains.

Nos conclusions sur le contrôle de la corruption corroborent celles de Johnston (2000) sur l'effet direct de la corruption sur la démocratie. En effet, Johnston (2000) constate que la corruption a un impact extrêmement négatif sur la démocratie, notamment dans les pays en voie de démocratisation qui peinent à sortir du cercle infernal de la corruption en l'absence de développement. Ainsi, plus les pays africains seront corrompus, moins les régimes politiques seront démocratiques sur le continent.

5. Conclusion

Cet article a eu comme objectif l'analyser l'impact de la taille du gouvernement sur la démocratie, en utilisant un panel de 37 pays africains. Les principales questions d'intérêt consistaient à identifier l'effet direct ainsi que l'effet indirect de la taille du gouvernement sur la démocratie, et les canaux par lesquels la taille du gouvernement agit indirectement sur la démocratie. Pour atteindre cet objectif, nous avons mis en œuvre une régression instrumentale avec les données de panel, en tenant compte de l'endogénéité de la taille du gouvernement. Cette approche est motivée par le fait que la démocratie améliore la qualité des dépenses gouvernementales. Nous avons utilisé l'indice Freedom House pour le modèle de régression principal, et l'indice Polity IV pour le contrôle de robustesse.

Les résultats empiriques montrent que la taille du gouvernement a un impact négatif significatif sur la démocratie et que l'impact total de la taille du gouvernement sur la démocratie tient compte de son effet direct ainsi que de son effet indirect. En fait, l'effet indirect de la taille du gouvernement passe par trois canaux : l'héritage colonial qui influence la nature des institutions dans les pays africains, l'expérience démocratique

acquise par les pays africains depuis leur indépendance et les différences entre les pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord.

Notre analyse empirique montre que la taille du gouvernement augmente l'indice de démocratie de 0,1658 points en Afrique subsaharienne ; de 0,1658 points dans les pays d'Afrique sub-saharienne (ASS) d'héritage belge ; de 0,04 points dans les pays d'Afrique subsaharienne ayant un héritage colonial français ; et de 0,0162 points dans les pays d'Afrique subsaharienne ayant un héritage colonial portugais. En ce qui concerne les pays d'Afrique du Nord, notre analyse suggère que la taille du gouvernement diminue l'indice de démocratie de 0,0988 et 0,0426 points dans les pays d'héritage colonial britannique et français respectivement. Sur base de l'indice Polity IV, l'effet net de la taille du gouvernement sur la démocratie est négatif, corroborant le résultat basé sur l'indice Freedom House. L'effet net estimé est de -0,0587 pour les pays d'Afrique subsaharienne et de 0,0523 pour les pays d'Afrique du Nord. Ainsi, la taille du gouvernement a un effet néfaste sur la démocratie dans les pays d'Afrique subsaharienne et un effet positif dans les pays d'Afrique du Nord.

Nos conclusions ont trois implications politiques principales. Premièrement, une augmentation des dépenses de consommation finale du gouvernement diminue le niveau de démocratie, tandis que sa contraction l'augmente, en particulier dans les pays d'Afrique sub-saharienne. Cette implication suggère que les pays africains doivent réduire les dépenses de consommation superflues et orienter judicieusement les ressources vers les fonctions gouvernementales qui favorisent les droits politiques et les libertés civiles, la réduction des inégalités et de la pauvreté, et la lutte contre la corruption. Deuxièmement, les pays dont la tradition démocratique est faible ou inexistante ont le potentiel de réaliser des changements démocratiques et, par conséquent, ils doivent être encouragés à poursuivre la mise en œuvre de réformes institutionnelles et de bonne gouvernance, notamment axes sur la transparence et la redevabilité dans la gestion de la chose publique. Cependant, les pays où la tradition démocratique est déjà établie doivent continuer à améliorer leurs performances et à mettre en œuvre des processus démocratiques. Troisièmement, les différences identifiées entre les pays africains sont loin de confirmer l'efficacité des droits politiques et des libertés civiles, la capacité des gouvernements Africains à fournir des services publics et à promouvoir l'égalité des chances, ou l'absence de corruption et l'ascension et la suprématie d'élites étroites qui remplissent leur propre panier aux dépens du reste de leurs concitoyens. En revanche, ces différences peuvent refléter des exigences différentes en matière de changements démocratiques.

6. Bibliographie

- Acemoglu, D., 2008, "Oligarchic vs. Democratic Societies," *The European Economic Association*, vol.6, no.1, 1-44.
- Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J. A., and Yared, P., 2005, "From Education to Democracy," *The American Economic Review*, vol.95, no.2, 44-49.
- Acemoglu, D., Naidu, S., Restrepo, P., and Robinson, J. A., 2014, "Democracy Does Cause Growth," *Working Paper Series*, no. 22.
- Acemoglu, D., Naidu, S., and Robinson, J. A., 2015, "Democracy, Redistribution and Inequality," *Handbook of Income Distribution*, vol.2, 1885-1966.
- Acemoglu, D., and Robinson, J. A., 2006, *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*, Cambridge University Press.
- (2012): *Why nations fail*. Crown Publishing Group.
- Acemoglu, D., Simon, J., Robinson, J. A., and Yared, P., 2008, "Income and Democracy," *American Economic Review*, vol.98, no.3, 808-842.
- Aidt, T. S., and Jensen, P. S., 2013, "Democratization and the size of government: evidence from the long 19th century," *Public Choice*, vol.157, no.3-4, 511-542.
- Alesina, A., and Rosenthal, H., 1995, *Partisan Politics, Divided Government and the Economy*. Cambridge University Press.
- Arusha, C., 2009, "Government expenditure. government and economic growth," *Comparative Economic Studies*, vol.51, no.3, 401-418.
- Balestra, P., and Varadharajan-Kishnamakumar, J., 1987, "Full information estimation of system of simultaneous equation with error component structure," *Econometric Theory*, vol.2, 223-246.
- Barro, J. R., 1996, "Democracy and Growth," *Journal of Economic Growth*, vol.1, 1-27.
- 1997, *The Determinants of Economic Growth: Across-Country Empirical Study*. MIT Press.
- Barro, R. J., 1999, "Determinants of Democracy," *Journal of Political Economy*, vol.107, no.S1, S158-S183.
- Chen, S.-T., and Lee, C.-C., 2005, "Government size and economic growth in Taiwan: A threshold regression approach," *Journal of Policy Modeling*, vol.27.
- CSP., 2019, The Polity IV Project, : <http://www.systemicpeace.org/polity/polity4.htm> , Accessed: 2020-02-15.
- De Saint Moulin, L., Kinkela, N., and Paluku, S. N., 2003, *La perception de la démocratie et de l'Etat de droit en R.D.C. CEPAS, Kinshasa, R.D.C.*
- Duguit, L., 1911, *Manuel de Droit Constitutionnel*. Fontemoing.
- Facchini, F., and Melki, M., 2013, "Efficient Government Size: France in the Century," *European Journal in Political*, vol.31, 1-14.
- Freedom House, 2019, *Freedom in the World*, <http://www.freedomhouse.org>, Consulté le 15/02/2020.
- Funk, P., and Gathmann, C., 2011, "Does Direct Democracy Reduce the Size of Government? New Evidence from Historical Data. 1890-2000," *The Economic Journal*, vol.121, no.557, 1252-1280.
- Gandjo, F., and Stéphanie, G., 2017, "Régime Politique et Ouverture Commerciale, " *Revue d'Economie Politique*, vol.127, no.3, 423-454.
- Goujon, M., 2008, "Démocratie et Surévaluation du Taux de Change : Le Cas de Madagascar, " *Revue d'Economie du Développement*, vol.16, no.3, 87-113.

- Guartney, J, Lawson, R. and Randall, H., 1998, The size and functions of government and economic growth, Joint Economic Committee.
- Hogstrom, J., 2013, "Does the choice of Democracy Measure Matter? Comparison between the Two Leading Democracy Indices, Freedom House and Polity IV," *Government and Opposition*, vol.48, no.1, 201-221.
- Johnston, M., 2000, "Corruption et Démocratie : Menaces pour le Développement, Possibilités de Réforme," *Revue Tiers Monde*, vol.41, no.161, 117-142.
- Kotera, G., Keisuke, O. and Sovannroeun, S., 2012, "Government Size, Democracy and Corruption: An Empirical Investigation," *Economic Modelling*, vol.29, no.6, 2340-2348.
- Lavallée, E., Razafindrakoto, M. and Roubaud, F., 2010, "Ce qui Engendre la Corruption : Une Analyse Microéconomique sur Données Africaines," *Revue d'Economie du Développement*, vol.18, no.3, 5-47.
- Levin, A., Li, C.-F. and Chu, C.-S. J., 2002, "Unit Root Tests in Panel Data: Asymptotic and Finite-sample Properties," *Journal of Econometrics*, vol.108, no.1, 1-24.
- Liet-Veaux, G., 1961, "La Théorie du Service Public, Crise ou Mythe," *Revue Administrative*, vol.14, no.81, 256-264.
- Plümper, T., and Martin, C.W., 2003, "Democracy, Government Spending, and Economic Growth: A Political-economic Explanation of the Barro-effect," *Public Choice*, vol.117, 27-50.
- Pomey, M., 1972, "Fondation et Services Publics," *La Revue Administrative*, vol.25, no.149, 471-478.
- Qiao, M., Ding, S., and Liu, Y., 2019, "Fiscal Decentralization and Government Size: The Role of Democracy," *European Journal of Political Economy*, vol.59, 316-330.
- Sandalcilar, R. A., 2013, "Democracy and Growth: Evidence from Transition Economies," *American International Journal of Contemporary Research*, vol.3, no.1, 63-75.
- Shanaka, H., 2012, "Size of Government and Economic Growth: A Nonlinear Analysis," *Economic Annals*, vol.62, no.194, 7-30.
- Stiglitz, J. E., Lafay, J.-D. and Rosengard, J. K., 2018, *Economie du Secteur Public*. De Boeck, Bruxelles.
- Tsasa, J.-P., and Lokota I.-A., 2012, "Arbitrage Qualité de la Gouvernance et Taille du Gouvernement en RDC. Application du Test de Shapiro Wilk et Calcul Conjoint de coefficients de Bravais Galton Pearson et de Spearman," *Laboratoire d'Analyse Recherche en Economie Quantitative*, vol.3, no.8, 89-98.
- UNDP., 2019, Human Development Data 1990-2018, <http://hdr.undp.org/en/data>, Consulté le 15/2/2020.
- Vedder, R. K., and Gallaway, L. E., 1998, *Government Size and Economic Growth*, Discussion paper.
- World Bank., 2019, Freedom of the World Data, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world>, Consulté le 15/2/2020.
- World Bank., 2019, World Governance Indicators, <http://info.worldbank.org/governance/wgi/home>. Consulté le 15/2/2020.
- Yamamura, E., 2011, "Decomposition of the Effect of Government Size on Growth," *Economics Letters*, vol.112, no.2010, 230-232.

